

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/TE/W/42
6 juillet 2004

(04-2910)

Comité du commerce et de l'environnement
Session extraordinaire

Original: anglais

DÉCLARATION FAITE PAR LA CHINE AU SUJET DES BIENS ENVIRONNEMENTAUX À LA RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT DU 22 JUIN 2004

Paragraphe 31 iii)

La communication ci-après, datée du 6 juillet 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Chine.

I. INTRODUCTION

1. Le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales s'appelle le Programme de Doha pour le développement. Aux termes du paragraphe 2 de la Déclaration ministérielle de Doha, "la majorité des Membres de l'OMC sont des pays en développement. Nous visons à mettre leurs besoins et leurs intérêts au centre du Programme de travail adopté dans la présente déclaration. Rappelant le Préambule de l'Accord de Marrakech, nous continuerons à faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce mondial qui corresponde aux besoins de leur développement économique." Et au paragraphe 44, l'importance du traitement spécial et différencié est réaffirmée.

2. Une note du Secrétariat de la CNUCED sur le commerce des biens et services environnementaux et le développement durable¹ révèle que "les avantages commerciaux directs de la libéralisation des biens et services environnementaux pourraient aller en grande partie aux Membres plus avancés de l'OMC, qui tireront parti d'un meilleur accès aux marchés des biens et services environnementaux en expansion des pays en développement. Des efforts devraient être faits pour accroître le potentiel d'avantages commerciaux directs pour les pays en développement."

3. La Chine partage les vues de beaucoup de Membres selon lesquelles les critères et le champ d'application de la définition des biens environnementaux sont importants pour les négociations. Nous croyons que des discussions plus approfondies sur la question de la définition à la Session extraordinaire du CCE sont nécessaires, et qu'il faudrait, d'un point de vue pratique, éviter les questions épineuses telles que les utilisations multiples, les PMP, les technologies propres, etc., lors des débats. Cela facilitera la recherche d'un consensus sur les questions pertinentes d'une manière analytique et pragmatique. Nous préférons une approche combinée qui mette en parallèle la méthode de l'exclusion et la méthode de l'inclusion.

¹ CNUCED: TD/B/COM.1/EM.21/2.

4. Éclairés par les discussions sur les biens environnementaux menées jusqu'ici, nous avons évoqué le principe d'une liste commune et d'une liste pour le développement à la réunion de la Session extraordinaire du CCE du 20 avril 2004. Les Membres ont exprimé leur intérêt pour un tel principe. Dans les lignes qui suivent, nous exposons ce principe dans le détail, le but étant de d'apporter des éléments susceptibles d'éclairer le débat.

II. PRINCIPES FONDAMENTAUX D'"UNE LISTE COMMUNE" ET D'"UNE LISTE POUR LE DEVELOPPEMENT"

5. **Une liste commune** s'entend d'une liste pour tous, qui comprend des lignes de produits spécifiques pour lesquels on s'accorde à dire qu'ils constituent des biens environnementaux. Les produits figurant sur cette liste devraient refléter les intérêts des pays développés et des pays en développement Membres. La priorité devrait être accordée aux produits des pays en développement et des pays les moins avancés Membres présentant de l'intérêt pour l'exportation, afin d'améliorer le renforcement des capacités d'exportation de biens environnementaux en termes réels. Pour les produits figurant sur la liste commune, les Membres s'engagent à réduire ou à éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires. La modalité spécifique de libéralisation des échanges de biens environnementaux doit être développée par le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, conformément au mandat de Doha.

6. **Une liste pour le développement** est une liste relative au traitement spécial et différencié, issue de la liste commune, qui comprend les produits sélectionnés par les pays en développement et les pays les moins avancés Membres à partir de la liste commune qui bénéficieront d'une exemption ou d'un taux d'engagement de réduction plus bas, afin de refléter le principe d'une réciprocité qui ne soit pas totale, en tenant compte des besoins de leur développement économique et de la vulnérabilité de leurs branches de production nationales considérées en ce qui concerne les biens environnementaux.

7. Nous soulignons également la nécessité et l'importance de faciliter le transfert de technologie aux pays en développement et aux pays les moins avancés Membres dans le cadre des travaux sur la libéralisation des échanges de biens environnementaux.

III. CONCLUSION

8. La Chine se félicite des progrès réalisés jusqu'ici d'une manière analytique et pragmatique dans les discussions de la Session extraordinaire du CCE au sujet du paragraphe 31 iii). Le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement et aux pays les moins avancés Membres est indispensable au processus de libéralisation des échanges de biens environnementaux. Les principes contenus dans la présente déclaration de la Chine visent à donner matière à réflexion à nos délibérations sur le paragraphe 31 iii), à titre de contribution aux négociations.
